

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 22fr.	Un an... 30fr.
Six mois... 11fr.	Six mois... 15fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50
Chèque postal :	J. Girardin 1191-98

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

VOICI LE MOMENT

DANS quelques heures s'ouvrira notre meeting contre la guerre. Nous espérons que pas un camarade de la région parisienne ne manquera à notre appel.

La question qui va se traiter est, en effet, d'une importance capitale pour le mouvement anarchiste, et il faut qu'au grand jour soit exposée devant tous, l'attitude que nous entendons prendre au cas où les gouvernements d'un quelconque pays déclencherait un nouveau massacre.

Mais, il y a un point sur lequel nous entendons préciser davantage encore notre position : c'est le cas où une guerre éclaterait entre la France et l'Italie fasciste. Ce point est sujet, même dans les milieux anarchistes, à des controverses passionnées. D'aucuns se laissant piper à l'argument qui présentent les hommes de gauche que « le fascisme est un monstre qu'il faut abattre à tout prix pour libérer le peuple italien de son esclavage et pour instaurer enfin la paix en Europe ».

Une manœuvre se dessine qui consiste à entraîner le prolétariat, même d'extrême-gauche, dans une lutte contre Mussolini. Les partis de gauche : parti radical, parti socialiste, marchent à fond dans cette voie et si, par hasard, les provocations criminelles du feu sanguinaire étaient suivies d'effet, nous assisterions de la part des S. F. I. O. et des cégétistes au même débordement de haine patriotarde qu'en 1914. On déballerait tous les vieux clichés de « guerre du droit, pour la liberté, contre la barbarie, etc., etc. ».

Reste à savoir si rien ne s'opposerait à ce courant guerrier.

« Mais, nous objectent quelques-uns, le péril n'est pas en la demeure. Les relations diplomatiques franco-italiennes, pour si tendues qu'elles soient, n'en sont pas à un état si grave qu'il faille craindre la guerre pour demain.

Certes, il y eut un moment où, après les discours violents du duc, on pouvait envisager la possibilité de la proximité d'un conflit. Mais, maintenant, c'est bien fini, Benito s'est tu et le silence se fait ».

Sans vouloir être pessimistes, ni passer pour des prophètes de malheur, nous estimons que, justement, c'est le silence de la grande presse qui est significatif, alors que toutes les feuilles de gauche sont prêtes à grossir et à exploiter pour leur indignation factice, tout incident antifasciste qui se produit de l'autre côté des Alpes. Les grands quotidiens sont, on le sait, à la remorque du ministère de l'Intérieur qui distribue la manne des fonds secrets, et si, ils gardent, actuellement, un silence prudent, c'est pour obéir à une consigne venue de Tardieu.

Ce qu'il y a de plus à craindre pour un gouvernement, en cas de guerre, c'est la classe ouvrière organisée. On croit toujours qu'un mouvement d'opposition même insurrectionnel est possible. Or, qu'ont à craindre les gouvernements français ? Pas les socialistes, pas la C. G. T.

En effet, ceux-ci, dans leurs feuilles, ont trop démontré qu'ils envisagent presque de gaité de cœur l'hypothèse d'une guerre contre l'Italie fasciste. D'accord, sur ce point avec la grande majorité des radicaux et des autres groupements qui composèrent en 1924 le cartel des gauches, ils ne seraient pas fâchés du tout de voir se déchaîner une guerre qui porterait en elle des possibilités d'insluer en Italie, un régime démocratique et maçonnique.

Aussi pouvons-nous, sans crainte de nous tromper, prédir que du « Peuple » à la « Volonté », en passant par le « Populaire », tous les organes de gauche sonneraient le ralliement de leurs troupes pour aller renverser le fascisme assassin.

Et la proximité d'un conflit est envisagée sérieusement dans les sphères gouvernementales.

S'expliquant devant une commission de la Chambre, la semaine dernière Tardieu déclara que devant la situation créée par les récents discours de Mussolini, il avait été obligé de renforcer les mesures défensives et de mettre en état la frontière italienne.

Comme on le voit, le danger de guerre n'est pas écarté. La menace reste

Le régime politique à Clairvaux

suspendue sur nous, aussi angoissante qu'aux jours de juin et juillet 1914.

Mais cette fois nous ne serons pas pris au dépourvu. Nous voulons définir nettement notre position, expliquer catégoriquement les raisons pour lesquelles nous ne marcherons pas, même dans une guerre contre l'Italie fasciste.

S'il y a des anarchistes ou des individualités qui se prétendent telles — qui ont une autre opinion que nous, qui pensent que nous devrions donner notre adhésion au massacre qui se prépare, si les signataires du fameux manifeste des seize veulent défendre leur attitude et persévérer dans l'erreur — nous leur donnons ce soir une belle occasion de venir s'expliquer. La tribune sera largement accessible, la liberté de parole la plus entière leur est assurée.

La guerre rôde, plus menaçante que jamais. Le moment est venu pour les anarchistes de prendre leurs responsabilités.

Nous pensons que personne ne se dérobera et que ceux qui ont une autre position que la nôtre en cas de guerre auront à cœur de venir expliquer les motifs de leur attitude.

PROPOS D'UN PARIA

Un débrouillard d'outre-Rhin avait trouvé une « combi » remarquable pour soutirer de l'argent à ses contemporains. A l'aide de fromage à la crème et de graisse de porc il avait confectionné une pomade dont la principale propriété était de guérir le cancer. Pas moins ! Une autre mixture de sciure de bois et de sucre lui donnait une poudre dont les effets calmants sur les nerfs étaient garantis.

Les juges d'Allemagne qui ne comprenaient pas plus la rigolade que leurs confrères de ce pays ont envoyé en prison ce bienfaiteur de l'humanité. Le journal qui rapporte ce fait se réjouit du sort qui est fait à « l'odeur charlatan ».

Car nous vivons, n'est-ce pas, à une époque de progrès scientifique dans laquelle il ne peut y avoir place pour des supercheries de ce genre. Il importe donc de sévir vigoureusement contre les charlatans de toutes sortes ; guérisseurs, rebouteurs, diseurs de bonne aventure, marchands d'amulettes, bonimenteurs qui vous dorment habilement la pilule que vous avalez, croyant qu'elle vous guérira de tous vos maux, etc., etc. C'est très joli, mais si l'on voulait écrouer tous les charlatans, toutes les prisons du monde n'y suffiraient pas. Car, il y a un fait à constater, c'est que, malgré la science, malgré les effarantes inventions qui se font journalement, il n'y a jamais eu autant de gens pour tirer parti de la crédibilité de leurs semblables.

Il suffit de regarder les annonces de journaux ; vous y verrez des réclames pour des gemmes porte-bonheur... et les attestations des clients, vous verrez que les pilules Chose rendent à tous ceux qui l'ont perdue une santé florissante, que des pèlerinages sont organisés pour aller chercher la guérison en des piscines « miraculeuses », etc., etc.

Il y a les charlatans officiels qui opèrent avec le concours des lois et du gouvernement établi ; les marchands de paradis célestes et les charlatans « révolutionnaires » marchands de paradis terrestres, politiciens caméléons qui tiennent leur subsistance de la naïveté et de l'ignorance de la masse.

De quelque côté que nous nous tournions, nous ne voyons que du charlatanisme présent sous des aspects multiples mais ayant le même but de berner les foules, de les débouller et de les mieux asservir.

Il s'ensuit que la foule perd le goût des choses simples et raisonnables, ne conçoit l'existence qu'au travers des mirages trompeurs et des phrases emblématiques d'un charabia d'autant plus admirable qu'il est incompréhensible et que les marchands de pomade au saindoux et à la sciure de bois, les marchands de pain à cacher et les bonimenteurs « socialistes » font des affaires d'or.

Le charlatanisme est l'ennemi de l'émanicipation humaine, mais ce n'est pas en enfermant les charlatans qu'on en viendra à bout. — Pierre Mualdès.

En 2^e page :
FAITS ET DOCUMENTS
par BERNARD ANDRÉ

En 3^e page :
LA COLLECTIVISATION
DE L'AGRICULTURE EN U. R. S. S.

Enfin, la presse de gauche parisienne s'est intéressée à l'affaire Lanco et Pons ; la Ligue des Droits de l'homme aussi, qui vient de nous faire savoir qu'elle va intervenir sérieusement auprès du Garde des Sceaux. D'autres organisations et de nombreuses personnalités s'émeuvent de la situation des deux proscrips et nous ont proposé leur concours. C'est bien, et nous voulons croire que cette aide ne se produira pas trop tard ; que les uns et les autres arriveront à temps pour empêcher que l'unique décision de la Cour de Montpellier ne soit appliquée.

Et dans cet espoir nous remercions bien volontiers tous ceux qui travaillent avec nous à la libération de Pons et Blanco.

A TOUS LES GROUPES
ET INDIVIDUALITÉS

Le Comité Régional de Défense du droit d'asile fait un fort tirage d'affiches double-colombe pour faire connaître dans toute la France l'injustice et le crime qui signifie la menace d'extradition qui pèse sur nos camarades Pons et Blanco.

Tous les groupes doivent se mettre en rapport pour commander et renseigner avec le secrétaire Louman, terrain Barral, Béziers.

VENEZ TOUS CE SOIR A NOTRE GRAND MEETING

C'est aujourd'hui, vendredi, à 20 h. 30, qu'a lieu aux Sociétés Savantes, 8, rue Danton, notre réunion contre la guerre.

Ce meeting est surtout fait à l'intention de tous les anarchistes, dans l'espoir que pour la prochaine guerre ils sauront rester unanimes dans leur opposition au fléau le plus terrible qu'engende le régime capitaliste avec ses contradictions économiques, ses mensonges diplomatiques et ses intrigues politiques.

Nous garantissons que nos camarades Sébastien Faure, Gaston Rolland, Loréal, Lashortes, Le Meillour, Janier, y prendront la parole. L'ami Han Ryner, qui est éloigné de Paris ces jours-ci, fera l'impossible pour être des nôtres ce soir.

Pour couvrir les frais qui sont très élevés, nous avons mis le droit d'entrée à deux francs.

EN ESPAGNE

RÉPUBLICAINS ET SYNDICALISTES

Au lendemain de la dictature, l'Espagne se débat dans une grave crise économique, politique et sociale, conséquence inévitabile de l'arbitraire et du pillage qui ont régné pendant les six dernières années.

Les classes dirigeantes, en plein désarroi, cherchent anxieusement l'homme ou le système capable de polariser leurs aspirations.

Les politiciens, orient, menacent, menacent. Les uns exigent des sanctions immédiates pour les responsables de la dictature, tandis que les autres sont partisans de passer l'éponge et recommencer l'ancienne politique.

Les républicains ont choisi le roi comme boué émissaire et ils appellent une petite révolution qui remplacerait la monarchie par une république genre Venezuela ou Pologne.

Sanchez Guerra demande une nouvelle constitution et beaucoup de ses amis se contenteraient de l'abdication d'Alphonse XIII.

En face, les profiteurs de toute sorte, malgré la désastreuse expérience « riverista » (huit milliards de nouvelles dettes, industrie paralysée, chômage, bas salaires, la grosse production agricole éliminée du marché international) revêtent d'une nouvelle dictature militaire dirigée par le ministre Anido.

Les uns et les autres se démènent comme de beaux diables, s'agitent, prononcent des discours, conspirent, organisent des partis, s'apprennent à la curse. C'est une espèce d'hystérie collective, nullement précurseur de ces grands événements sociaux ou même politiques, capables de changer la physionomie d'un pays. A la base de tout cela, il n'y a que des ambitions et de l'egoïsme. Aucune trace d'idée noble, d'inspiration généreuse, d'un désir de renouveau.

Tous ces politiciens sont cependant d'accord sur la nécessité de renforcer la garde autour des privilégiés de la bourgeoisie. Et avec leur approbation, six mois après le débarquement de Primo, la dictature continue. Si parfois, ils esquissent une protestation ce n'est que pour la forme. Les garanties constitutionnelles demeurent suspendues, la censure sévit et toutes les libertés sont soumises à l'arbitraire gouvernemental. Les républicains espagnols, par peur du prolétariat, acceptent sans trop de répugnance ce régime d'exception.

Le gouvernement suit son chemin sans se soucier beaucoup de l'agitation factice de ces brailards qui à la rigueur sert merveilleusement son programme et prépare des élections à lui.

Bérenguer, que nous avons présenté en 1924, dans les colonnes de ce journal, comme le successeur inévitable de Primo de Rivera et qui à cette époque se montrait partisan de la liberté syndicale et désavouait la répression, se contente aujourd'hui de légaliser la C.N.T. et d'autoriser la presse anarchiste et syndicaliste. Mais si, pour se débarrasser d'un ennemi, gênant, il a mis à la retraite, Martinez Anido il n'en demeure pas moins que tous les militants victimes du même Anido, sauf les condamnés de Vera, sont exclus de l'anarchie, la presse ouvrière est impitoyablement censurée et la police, comme par le passé, continue ses provocations et son odieux contrôle.

Le général Bérenguer, à l'encontre de Pino, bavard intarissable, parle peu, mais ne se trompe guère, quand il dit : « Ils m'amusent ces révolutionnaires qui sans aucune force dans le pays passent leur temps dans des déclarations républicaines. En Espagne, il n'y a de place que pour une république militaire ou pour le soviétisme ».

Le régime républicain dans l'Espagne d'aujourd'hui ne peut être instauré et soutenu que par les militaires, car c'est une voie chimère de prétendre que ce peuple se révolterait pour éléver au pouvoir ces pseudo-républicains. Le jour où la classe ouvrière espagnole, guidée par la C.N.T. proclamerait la grève générale et descendrait dans la rue il s'agirait de tout autre chose.

Tous les groupes doivent se mettre en rapport pour commander et renseigner avec le secrétaire Louman, terrain Barral, Béziers.

Les républicains, sans exception, affir-

WILKENS.

MŒURS POLITICIENNES

Le journal des dissidents communistes prend, dans son dernier numéro, la défense d'un certain Guilbert ex-secrétaires des amis de l'U. R. S. S., exclu de cet organisme.

Rien d'étonnant que ce journal prenne la défense d'un militant honnête (sic) qui accepte la mise à la porte d'une ouvrière à qui on ne peut rien reprocher (secret politique).

Il serait utile de rappeler que lors de l'acquisition portée contre notre camarade Lazarévitch, une délégation du chantier où travaillait notre ami se présente à l'Humanité pour avoir des preuves ; ne pouvant lui en fournir, l'envoya aux amis de l'U. R. S. S., dont Guilbert était alors le représentant. Nul doute que, pendant le trajet, le téléphone fonctionnât, car celui-ci était absent à notre arrivée ; comme nous insistions auprès de la dactylo qui nous reçut, elle nous apprit que les preuves devaient venir de Russie et qu'elle pensait les avoir dans une dizaine de jours. Comme on le comprendra, jamais aucune preuve n'arriva et pourtant l'honnête militant (resic) Guilbert, qui fut certainement mis au courant, ne fit jamais paraître aucune rectification aux lâches accusations portées contre notre camarade.

Aujourd'hui, Guilbert est victime des gens qui furent ses amis et il proteste. Que ne l'a-t-il fait lorsque l'on employait ces moyens, contre des militants à qui on ne put jamais rien reprocher, sauf le désaccord idéologique.

Que l'on me permette de douter de son honnêteté, et nul doute que les amis qui firent partie de la délégation ne soient d'accord avec moi, quand, sans aucune preuve, on traîne dans la boue un homme sincère, on a le droit de douter de celui qui porte ces accusations.

L'ex-secrétaires des amis de l'U. R. S. S. pose aujourd'hui en martyr. Je n'en tiens pas donner raison à ses anciens amis, pas plus que le défendre lui-même, mais il était utile de rappeler ces faits, qui prouvent, qu'en politique, tous les moyens sont bons pour arriver au but.

A. FONTAINE.

FAITS ET DOCUMENTS

Il y a à écrire présentement une histoire des peuples assujettis. Les protectorats et les mandats des Européens sur les autres continents, la dominance de la race blanche sur les autres comportent de multiples motifs de conflits entre gouvernements et gouvernés. Ici, c'est la conséquence d'une intolerance religieuse déchaînant le fanatisme ; là, c'est l'oppression réelle et impitoyable des colonisateurs qui exigent des colonisés un labour soutenu, peu rémunéré. Notre civilisation introduit où elle pénètre le travail forcé et le châtiment. Avec les cadres de l'armée du travail, qui forment l'ossature de tout organisme de production, s'installe la justice officielle dont le rôle est de réduire la désobéissance ou la révolte.

Partout les peuples sont en rébellion ; jamais encore nous n'avions vu de révolte aussi généralisée. Au nord comme au sud, à l'orient comme à l'occident, le jeu des colonisateurs est secoué. A vrai dire ils ont tout fait pour cela et les faits qui sont portés à la connaissance du public par des enquêteurs qui n'ont pas abdiqué toute indépendance aident à juger des actes qui sont déterminés par nos propres agissements.

En même temps que l'Asie, l'Afrique du sud connaît des conflits aigus. Tout récemment il y a eu des troubles à Worcester (Cap) qui ont fait sept tués et trente blessés. La cause de ces troubles était la misère qui mettait l'indigène dans l'impossibilité d'acquitter l'impôt.

L'Afrique du sud ou, pour lui donner son appellation officielle, l'*Union sud-africaine* (colonie anglaise), présente, comme on sait, au point de vue démographique, de grandes analogies avec l'Algérie. En Afrique du sud : environ 1 million 1/2 de blancs contre 5 millions 1/2 d'indigènes, alors qu'en Algérie on compte, en chiffre rond, 1 million d'Européens contre 5 millions d'Arabes.

Ce conflit est d'un autre ordre que celui constaté dans d'autres colonies ; il y a trop de blancs pour le nombre de noirs. En raison de son nombre l'élément européen est obligé d'accepter des emplois manuels, les fonctions directoriales (chefs d'entreprises, contremaîtres) n'étant pas assez nombreuses pour assurer du travail à tous les blancs. Alors le blanc se heurte à la concurrence du noir qui accepte un salaire plus bas. Conséquence : il y a 150.000 chômeurs blancs.

Chassés des campagnes par l'évolution économique du pays, ils encourent actuellement les grands centres « inaptes, comme l'a dit un gouverneur du Cap, à faire un travail de blanc et refusant de faire un travail de noir ».

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui. En 1911 une loi fut votée ayant pour but de réservier tous les postes de direction aux blancs en reléguant les noirs au rang de main-d'œuvre non spécialisée.

Il a fallu la grève sanglante des mineurs blancs de Johannesburg en 1920, ayant pour but d'éliminer les ouvriers noirs de tout travail pour la faire entrer en vigueur. A l'heure qu'il est, le *colour bar* — barrière de couleur, qui assure du travail aux blancs, d'abord, au détriment des noirs — n'est tempéré que par quelques dérogations de peu d'importance. En règle générale, aucun noir, si intelligent soit-il, ne se voit confier une besogne de spécialiste. Il est condamné, sans échappatoire, aux gros travaux manuels appelés, d'ailleurs, en Afrique du sud, *Kafir's work* (travail d'Afrique).

Cette loi qui a pour but de donner du travail aux blancs y parvient ; seulement elle prive de ressources les indigènes chômeurs qui ne peuvent plus de ce fait acquitter l'impôt.

Éliminés de l'industrie les indigènes n'ont plus beaucoup de chance de gagner leur vie (1). « Par une loi datant de 1914, le territoire de l'Union a été réparti en zones européennes et en réserves indigènes. La surface de ces dernières est notablement insuffisante et les évaluations les plus optimistes admettent que la moitié de la population male indigène est obligée de loger ses bras au dehors, si elle ne veut pas mourir de faim. D'autre part, les réserves sont mal desservies par les voies de communication, et la culture de produits d'exportation est, de ce fait, rendue difficile. Comme, par ailleurs, l'acquisition de terres dans les zones européennes est interdite, l'indigène, quelle que soit sa volonté, ne peut pas améliorer sa situation par l'agriculture. »

Acculés à la misère les indigènes qui n'ont également aucun recours refusent de payer un impôt qu'ils ne peuvent acquitter étant privés de ressources. Car les démocraties modernes qui parlent tant du droit des peuples refusent aux peuples qui sont sous leur dépendance les plus élémentaires droits politiques qui les mettraient à égalité avec leurs gouvernements. Ils subissent des lois qu'ils ne peuvent point établir ; leur seul recours pour se faire entendre est l'action directe ; ils se livrent à des manifestations dont, en haut lieu, on prend prétexte à répression.

Les colonisateurs de toutes les nations et leurs brimades ont fait naître un vaste mouvement d'émancipation. L'ère des difficultés ne fait que commencer. Sur tous les points du globe se dessine une menace contre des méthodes d'oppression indigènes d'une civilisation. Les blancs se tiennent en Chine parce que les Chinois sont divisés. Soudoyés par la ploutocratie, des aventuriers qui se bombardent généralement fomentent la guerre civile ; pendant ce temps l'ennemi commun est oublié. Qu'ils s'unissent et fassent trêve à leurs dissensions en faisant bloc contre l'usurpateur de leurs territoires et c'en sera fini en Asie, en Chine et ailleurs du pouvoir des blancs.

Les multiples religions de ces peuples sont en outre un obstacle à cette union libératrice et la diplomatie ne néglige pas ce facteur qui est un des meilleurs éléments de son pouvoir — diviser pour régner. Toutefois l'élan est donné ; à force de parler de droit et de justice les échos en sont parvenus chez les peuples les plus reculés. Ils veulent être libres. Ce n'est pas nous qui leur donnerions tort, car un individu n'a aucun droit sur son semblable, c'est au nom de la plus élémentaire justice.

BERNARD ANDRE.

J'avais reçu d'un camarade plusieurs numéros de l'Effort traitant du lock-out. Après les

tur i'avais fait l'article qui a motivé la réponse ci-dessous. Je m'étais trompé jugeant sur le journal ignorant les hommes et leurs attitudes. Après renseignements pris auprès d'un de mes vieux amis de Lyon qui confirme l'esprit de cette protestation, nous en publions les passages les plus essentiels.

B. A.

Le *Libertaire* du 14 juin publie un article du camarade Bernard André sur le lock-out de Lyon. Cet article était tout à fait inexact, nous devons donc d'apporter des corrections. Tout d'abord nous devons faire savoir au camarade Bernard André que si le Cartel a un journal à son nom l'*Effort*, le S. U. B. en a un tout aussi intéressant qui est *Le Reveil du Bâtiment*.

En plus de ceci à Lyon il n'y a pas de grève, mais un lock-out, qui, contrairement à ce qu'en pense le camarade Bernard André, n'avait d'ores et déjà perdu pour les ouvriers lyonnais. Depuis qu'une partie des entrepreneurs de Lyon a prononcé le lock-out, la situation est restée sensiblement la même. Les autres entreprises qui emploient toujours leurs ouvriers, les paient à l'ancien tarif.

Le Cartel est tenu à Lyon pour un syndicat des jaunes dans tous les chantiers en grève. Ceci n'est pas, comme certains rénovateurs pourraient le croire, calomnie d'un adversaire de l'entreprise, mais la triste vérité. D'ailleurs voici des faits qui appuient cette affirmation. L'entreprise Baudin a un chantier à Oullins qu'il a délégué de chantier, nous étudions à subir toutes les attaques des autonomes. Il faut dire qu'à Lyon, le seul fait d'avoir une carte du S. U. B. expose un militant à être chassé de tous les chantiers. Pour travailler, il faut être décidé à défendre son droit à la vie, même et surtout pourraient dire, par la violence.

Sur ce chantier, deux camarades espagnols ayant été renvoyés injustement, une grève fut déclenchée. Alors que nous avions déjà arraché le 25 d'augmentation horaire et la reconnaissance des délégués de chantiers, avec tous les avantages que comporte ce dernier point, la grève fut brisée par les ouvriers autonomes qui firent œuvre de jaunes sous les ordres de leurs dirigeants. A l'heure actuelle sur ce chantier on fait des heures supplémentaires et il n'y a pas de délégué de chantier.

Un autre fait, plus brutal, plus cynique, qui éclaircira tous les militants sincères. A Oullins, l'entreprise Clet a un chantier qui travaillait avant le lock-out avec une très forte majorité d'ouvriers du S.U.B. Or M. Clet, décidé de reprendre ses travaux à l'ancien tarif, mais pas ses anciens ouvriers. Le jeudi 16 mai, un délégué du S.U.B. en présence des chefs du cartel, signifie au chef de chantier qu'il devait reprendre son ancien personnel avant d'embaucher de nouveaux ouvriers.

A 1 heure, le délégué de chantier se présente au travail ; le chef refuse de le reprendre et tous les ouvriers cessent le travail. Le lendemain des camarades vont voir ce qui se passe sur le chantier. Mais les autonomes les avaient précédées et à peine ceux-ci étaient-ils arrivés à quelques mètres du chantier que, sur un ordre, les jaunes firent feu sur la délegation ouvrière.

Le *Progrès*, commentant les faits, mentionne qu'une fusillade avait éclaté entre des ouvriers de tendances différentes. Ce qui est faux. La fusillade a eu lieu, c'est vrai. Mais entre des délégués ouvriers et une bande de jaunes. Ce qui n'est pas la même chose.

Croyez-vous encore camarades anarchistes, comme ceux de la *Révolution Proletarienne*, que les canailles qui commandent de tels actes et ceux qui les exécutent luttent pour le bien-être et l'unité des travailleurs ?

Sur ce chantier, protégé par des palissades, les autonomes travaillent (pour résister au lock-out). Pour couronner ces incidents, cinq camarades espagnols absolument étrangers à cette affaire, ont été expulsés. Ils étaient de ceux que M. Clet employait auparavant.

Pour terminer, je dirai que la seule réponse logique au lock-out était une grève générale du Bâtiment de Lyon. A ce moment-là seulement, une résistance énergique aurait pu être organisée.

Au lieu de cela les fripouilles, où les idiots, on ne sait pas trop au juste, gaspillent leur argent en tirant des affiches, toutes plus stupides les unes que les autres, et organisent l'exode vers les autres villes où leurs adhérents gagnent 5 francs de l'heure et travaillent 10 heures par jour.

Paul Gonda,
du S. U. B. de Lyon.

SUR LE CRÉDIT

Le crédit, en un mot, à force de dégager le capital, a fini par dégager l'homme lui-même de la société et de la nature, dans cet idéalisme universel, l'homme ne tient plus au sol ; il est suspendu en l'air par une puissance invisible. La terre est couverte d'habitants, les uns nageant dans l'opulence, les autres hideux de misère, et elle n'est possédée de personne. Elle n'a plus que des maîtres qui la dédaignent et des serfs qui la haïssent : car ils ne la cultivent pas pour eux, mais pour un porteur de coupons que nul ne connaît, qu'ils ne verront jamais, qui peut-être passera sur cette terre sans la regarder, sans se douter qu'elle est à lui. Le détenteur de la terre, c'est-à-dire le possesseur d'inscriptions de rentes, ressemble au marchand de bric-à-brac : il a dans son portefeuille des métairies, des paturages, de riches moissons, d'excellents vignobles ; que lui importe ! il est prêt à tout céder moyennant 10 centimes de hausse : le soir il se défera de ses biens, comme le matin il les avait reçus, sans amour et sans regret.

Ainsi, par la fiction de la productivité du capital, le crédit est arrivé à la fiction de la richesse ; la terre n'est plus l'atelier du genre humain, c'est une banque ; et s'il était possible que cette banque ne fit pas sans cesse de nouvelles victimes, forcées de redéposer au travail le revenu qu'elles ont perdu au jeu, et par là de soutenir la réalité des capitaux ; s'il était possible que la banqueroute ne vint pas interrompre de temps en temps cette infernale orgie, la valeur du gage baissant toujours pendant que la fiction multiplierait son papier, la richesse réelle deviendrait nulle, et la richesse inscrite croîtrait à l'infini.

Les contradictions économiques de P.-I. l'rouphon, t. 2, pages 193, 194.

(1) *Le Temps*, numéro du 24 juin.

Dans le jardin d'autrui

Dans *La Voix Libertaire* du 21 juin, Sébastien Faure salue la mémoire du vieux militaire Antignac qui vient de disparaître et analyse, d'autre part, le récent Congrès S.F.I.O. en montrant par quel escamotage les chefs socialistes ont étudié la question de la Défense Nationale, considérée par eux uniquement d'un point de vue bassement électoral. Victor Spielmann continue à parler avec compétence de la question indigène en Algérie, et stigmatise les colonisateurs capitalistes. Nous avons noté également une lettre courageuse d'un avocat espagnol sur l'affaire Pons et Blanco, un « Entretien sur l'Art » de Bailly, et deux études sur la situation en Indochine et en U.R.S.S. Les méthodes « pacifiques » et « moralisatrices » de notre démocratie ressemblent étrangement à celles employées par les gouvernements prétendus soviétiques.

**

Dans *Le Semeur* du 19 juin, Pierre Larivière dévoile « le vrai visage du Mahatma ». Sous le prétexte qu'il admet l'athéisme, Larivière semble prêt à accepter l'hindouisme, basé comme on sait sur la loi de Karma qui, si elle peut fort bien se passer de Dieu, n'en est pas moins un *postulat* non démonté. Disons, en ce qui concerne Gandhi, que celui-ci est parti d'un point de vue purement religieux. Cela est si vrai, qu'une grande partie de sa vie se passe en jeans et en macérations dont le but mystiquement *rédempteur* n'échappe à personne. En ce qui concerne sa doctrine, on ne peut qualifier de « non-violence » le refus du paiement de l'impôt du service militaire, etc... Aujourd'hui, Gandhi est complètement dépassé aux Indes. Les continuateurs violents ont conservé la non-coopération sous toutes ses formes, comprenant la puissance formidable, qu'elle a pour l'Inde, mais, à notre connaissance, ils n'ont gardé de la partie purement passive des doctrines du Mahatma. Le mouvement gandiste n'a pas été inutile, puisqu'il aura éveillé une masse endormie depuis des millénaires, mais les faits ont prouvé son insuffisance, surtout en ce qui concerne la question sociale : une union « sacrée » des Hindous, Mahométans, et parias semble séduisante. Mais, une fois l'Anglais chassé, que se passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes. Le paria demeure intouchable. Et l'évolution de l'Inde n'a pas avancé d'un pas. Enfin, pour répondre à un argument plutôt faible des non-violents, disant que la violence appelle la répression, il suffit de rappeler avec quelle férocité le gouvernement *travailiste* attaque les volontaires gandhistes pour qu'il n'en reste rien. La masse hindoue a compris que sa libération ne peut venir que d'une action violente, sans pitié pour le bourreau anglais. Nous croyons que ce passe-t-il ? Disputes sanglantes entre gens de religions différentes

La collectivisation de l'agriculture EN U. R. S. S.

Cet article est extrait d'un organe anarchiste russe. Nous en reproduisons l'es-sentiel, étant donné l'importance actuelle du sujet.

Une transformation radicale est en train de s'accomplir dans toute l'étendue de l'U.R.S.S. : la partie communiste a déclaré changer totalement sa politique agraire et, au lieu de gérer seulement l'existence du « koulak », a décidé de l'anéantir complètement en tant que classe, pour créer une agriculture socialiste. En effet, toutes les exploitations des « koulaks » ont été anéanties, leur bétail et leurs instruments confisqués et remis aux « kol-khoses » ; les « koulaks » eux-mêmes ont été expulsés des régions de collectivisation. Plus de 50 % des paysans russes ont déjà été ainsi collectivisés. Le pouvoir soviétique et sa presse déclarent que, d'ici un an, la collectivisation englobera toute la masse paysanne fondamentale.

Où est-ce que cette collectivisation et quelle attitude doivent prendre à son égard les anarchistes et, avec eux, toute la classe ouvrière révolutionnaire ?

Non seulement nous ne sommes pas adversaires de la collectivisation de l'agriculture, mais nous sommes, au contraire, les partisans les plus fermes et les plus logiques de ce principe. La révolution sociale dans les campagnes n'a pas été accomplie, contrairement aux affirmations des théoriciens bourgeois, pour donner aux paysans la terre en propriété individuelle, mais pour établir une agriculture paysanne communiste. Dès les premiers jours de la victoire, les anarchistes ont été les premiers à mettre en avant l'idée de la collectivisation et de la communisation de l'agriculture, et à aider autant que possible à sa réalisation. En réponse, les bolcheviks les mirent en prison. Et maintenant, en cette douzième année de la révolution, le pouvoir dictatorial bolcheviste annonce au monde entier qu'il entreprend la collectivisation générale de l'agriculture. Mais il s'agit de savoir si c'est bien là la collectivisation pour laquelle la révolution a été faite.

Pour comprendre le vrai sens de la politique agraire actuelle des bolcheviks, il faut revenir en arrière et examiner attentivement leur politique passée, avec toutes ses oscillations et tous ses zigzags.

Pendant les premières années, cette politique a été caractérisée par ce qu'on a appelé la « répartition des produits », effectuée par les « détachements de production » et les « comités de paysans pauvres » : chaque village recevait l'ordre de ne garder pour lui, sur l'ensemble des produits récoltés, que ce qui constituait un minimum nécessaire, et de remettre tout le reste, les « excédents », à l'Etat. Ces « excédents » étaient enlevés par la force, aux moyens de détachements militaires spécialement créés à cet effet. La vente privée du bétail était absolument interdite. En même temps étaient créées des « sovkhozes » (exploitations agricoles d'Etat). Cette politique agraire fort simple avait pour but unique de ravitailler le mécanisme de l'Etat et, en partie, de fournir du pain aux ouvriers sur lesquels s'appuyaient principalement le parti communiste. Mais l'organisation même de l'agriculture ne préoccupait nullement le pouvoir à cette époque ; ce problème incomba à aux paysans eux-mêmes qui s'appliquaient à l'resolver dans la mesure où les réquisitions effectuées par les détachements militaires leur en laissaient la force.

Cette politique, qui a duré pendant les trois premières années de la révolution, n'a pas justifié les espérances mises en elle ; elle n'a pas fourni à l'Etat le fond de ravitaillement nécessaire. Une autre méthode lui a succédé en 1921. La liberté de commerce fut proclamée sur le marché intérieur, destinée à pousser les paysans à développer et à enrichir leurs exploitations, qui deviendront ainsi des organes de ravitaillement pour l'Etat bolcheviste. Mais ce ravitaillement se fera, non plus par le système des « répartitions », mais par un impôt prélevé sur les exploitations paysannes individuelles. C'est ainsi qu'a été inaugurée la « nouvelle politique économique » (N.E.P.). Cette politique, toute différente, demandait à être étayée par des considérations théoriques différentes aussi. Au quatrième Congrès de la III^e Internationale, Lénine déclarait, dans son rapport sur la N.E.P., le 13 novembre 1922 : « Le capitalisme d'Etat (1), bien qu'il ne soit pas une forme socialiste, serait plus avantageux pour nous et pour la Russie que la forme actuelle (2). » Et pour expliquer cette déclaration, le Pravda dit dans son n° 256, année 1922 : « Il est impossible de franchir d'un coup la phase de coexistence des formes différentes. L'époque de la dictature du prolétariat est celle de la pénétration dans le socialisme. »

La déclaration de Lénine, comme celle de l'organe central du parti, exprimaient la tendance qu'avaient alors les bolcheviks vers une coalition entre la révolution, les « koulaks » et les éléments petit-bourgeois du pays qui devaient graduellement fusionner dans le socialisme. Cette tendance cachait une menace pour ceux qui se proposaient de réaliser les idées de la révolution sociale. Aussi, dès que cette nouvelle politique fut adoptée, les persécutions contre les anarchistes s'accéléèrent particulièrement.

Ainsi, ce n'était pas un passage immédiat au vrai socialisme, ni l'aménagement des éléments capitalistes subsistant encore dans le pays ; c'était une coexistence pacifique de ces éléments aux côtés des travailleurs ; c'était l'espérance que la dictature amènerait les exploitations capitalistes restantes à se fondre graduellement dans le socialisme. Telles étaient la théorie bolcheviste pendant les années de la « nep ». Cette théorie a eu son expression dans l'appel bien connu de Boukharia aux koulaks et aux profiteurs de la « nep » : « Enrichissez-vous ! » Les expli-

tations agricoles puissantes, c'est-à-dire celles des koulaks, étaient maintenant encouragées à tous points de vue. L'exploitation du travail salarié dans les campagnes et le fermage des terres étaient reconnus par la loi. Les paysans riches pouvaient jouter du crédit de l'Etat, avoir des machines agricoles, occuper une place dans les coopératives rurales.

Dans cette politique agraire également, le rôle du pouvoir se réduisait à faire passer les produits agricoles, le bétail principalement, dans les villes, en se servant pour cela des impôts et des prix élevés des produits industriels en opposition avec les bas prix des produits agricoles (système qui a reçu le nom de « ciseaux » en raison de l'écart entre ces deux catégories de prix). Quant à l'organisation, l'extension et l'amélioration de l'agriculture elle-même, ce soin appartenait comme par le passé aux paysans, à l'exception de quelques exploitations agricoles soviétiques du type capitaliste.

Mais cette politique non plus ne donna pas à l'Etat les réserves de ravitaillement nécessaires. Les paysans, obligés de fournir le prix de leur travail à l'Etat à un taux dérisoire, résistaient : ils diminuaient la surface ensemencée et réduisaient leur production au minimum. En dépit de tous ses efforts, le pouvoir manquait toujours d'un fond de réserve stable. De là son nouveau zigzag dans la politique agraire. Le problème que les bolcheviks ont vainement essayé de résoudre d'abord par le système de la « distribution », puis par celui de l'encouragement des exploitations privées, celle des « koulaks » en particulier, doit maintenant être résolu par la collectivisation générale de l'agriculture.

Mais quelle est cette collectivisation et par qui est-elle mise en pratique ?

La presse soviétique la représente comme un mouvement spontané de millions de paysans pauvres, moyens et salariés. Ces masses tendraient irrésistiblement vers la collectivisation et demanderaient à l'Etat de la réaliser sur toute la surface de l'U.R.S.S. Est-ce exact ? La même presse rapporte une série de faits qui font supposer le contraire. Ainsi, presque partout, au moment de la collectivisation, les paysans tuent ou vendent leur bétail et leurs chevaux et se débarrassent de leur outil agricole. Les journaux soviétiques de décembre, janvier et février sont remplis du compte rendu de pareils événements. Le pouvoir a jeté le cri d'alarme ; l'extermination du bétail par les paysans menace d'anéantir l'œuvre tout entière de la collectivisation. On attribue cette besogne aux menées des « koulaks », intéressés à saboter la collectivisation et on a lancé le mot d'ordre : « Frappons le « koulak » pour sauver le bétail. » Mais le fait reste : avant d'entrer dans le « kolkhoze », non seulement les koulaks, mais aussi les paysans moyens et pauvres vendent en continuant à vendre leur bétail. C'est là la meilleure preuve que les paysans entrent dans les « kolkhozes » sous la pression des menaces ; ils s'empressent de vendre leur bien pour leur profit personnel au lieu de la laisser confisquer au profit du « kolkhoze ».

Le caractère coercif de la collectivisation a été divulgué par Staline lui-même, qui s'attribue l'honneur de cette nouvelle politique agraire. A une conférence des marxistes-agraristes, Staline s'est appliquée à démontrer que seul le prolétariat peut organiser une société socialiste, tant dans les villages que dans les campagnes et que les paysans n'iront pas eux-mêmes vers le socialisme, penitaires qu'ils sont des traditions capitalistes. Le prolétariat doit « orienter l'activité rurale en organisant des kolkhozes et des sovkhozes » dans les campagnes et transformer celles-ci dans le sens socialiste » (Paroles de Staline).

(A suivre.)

POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

Fornasari 8, Cassinelli 15, Kertel 10, Woik 50, Mile 3, Dejegère 5, Rachel et Jean Lau 10, Jean 5, Bruon 3, Groupe 11 et 12, 25, un groupe de camarades de Béziers, par Mauville, Débrière 5 50, Colin 5, Dejou 3, Le Penn 5, N'importe 5, Groupe 11 et 12, 25, Lotia Anarchia 10, Delté 10, Teig 5 50, Vassal 3 50, Groupe de 10, 15^e et 20^e, Un ex-patron 30, En achetant Germinal 9, Bokart 3, Farsy 2, Carus Mario 22, Santos 5, Loret 5, Soyeux 5, Tillet et Mugel 12, Le Melledo 2, Ricardo 2, Trigaux 2, Durot 2, Le Melledo 2, X 1 50, Trégu 5, Le Laun 3 50, Lhur 4, Graverot 5, A.O.S.P. juillet 100, Kirié 10, Boudin 3, Longuet 5, Subect 2 50, Jahan 4 50, Fremey 5, Sanchez 3, quelques camarades de St-Henri, 20, Tricheux 11, Groupe Espagnol de Toulouse, 30, Soirin 5, Robicq 5, Un copain 5, Bellet 2, G. B. versé par Lentente 100, Lavrot 8, Le Guen 10, Pot à colle, 10, Pasco 20, Said 10, Mohamed 10, Epain 5, Racine 5, Belcaron 5, Mazian 5, H. versé par L. Pelletier (200 levas) 33 50, Alquier 10, Dugne 14, X 2, Moreno 15, James 3, Leon Marti 1, Sacquenay 27, Golette 8, Soyeux 5, Mort à tout régime autoritaire, 15 fr. — Total : 938 fr.

Nos Fêtes Champêtres

La balade qui avait été annoncée pour le parc de Villeneuve le 6 juillet n'aura pas lieu. Mais en revanche et grâce au groupe régional de Bezons une très belle balade au profit du Libertaire aura lieu le 13 juillet à l'Ile de Bougival (Voir les annonces du Libertaire).

Une autre date a été retenue. Le vendredi 15, samedi 16, dimanche 17 août aura lieu une grande fête champêtre au profit du Libertaire et de l'Ent'aide.

Nous espérons que tous nos camarades feront le nécessaire pour amener leurs amis et les sympathisants.

Que les groupes nous fassent savoir le jour et l'endroit de leur sortie.

(1) C'est-à-dire la « nep ». (2) C'est-à-dire le communiqué de guerre.

LA VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Pons et Blanco doivent être sauvés

La tournée organisée par le Comité du droit d'asile en faveur de nos deux camarades syndicalistes détenus à la prison de Montpellier, a obtenu dans cette ville et à Toulouse, un grand succès. Malheureusement, il n'en a pas été de

meilleure partie pour renouveler leur mandat.

A Aimargues, environ quarante personnes. C'est l'éthiopie ! Où sont les sales combles de jadis ? Là, comme ailleurs, c'est l'œuvre des politiciens. Ils ont tellement berné les ouvriers, ils se sont moqués d'eux à un tel point que le découragement est survenu. Les camarades de la région se chargent de recevoir ces politiciens, ces fantoches, comme ils le méritent lorsqu'ils viendront, une fois de plus, tromper le peuple pour renouveler leur mandat.

Au Caillar, cependant, les résultats sont meilleurs. Les auditeurs sont très attentifs. Beaucoup de communistes ont tenu à joindre leur protestation à la nôtre.

Voilà le bilan d'une tournée où le sujet fut traité par notre camarade Vaillauz. Ce sujet intéresse la classe ouvrière tout entière. Si celle-ci ne bouge pas, demain, nous verrons d'autres camarades qui subiront le même sort que nos amis espagnols.

leur défense, il ne se servait d'un ouvrier espagnol, à qui nous avons retiré la parole qui d'après les cocos devait nous dire quelques vérités.

Presque sûr que l'auteur de l'article ne comprend pas l'espagnol et est bien mal placé pour traduire les quelques paroles qu'il a prononcées.

Ils s'en servent surtout pour tromper les camarades français présents à notre meeting.

On nous accuse de traîneaux, certes oui, et quels qu'ils soient.

Mais où sont les provocateurs ? Lorsque l'on vient dire à la face de tous ces camarades espagnols qui, traqués parce que révolutionnaires, par les assassins à la solde de Primo et ses successeurs, que les deux copains que nous défendons ne sont pas intéressants, que les vrais syndicalistes étaient restés là-bas sur le pavé. Est-ce que cela n'est pas de la provocation et sans l'intervention du bureau, les Espagnols purent dans la salle, sûreté par ces insultes, aller répondre énergiquement, parce qu'il ne cherchait qu'une chose, la bagarre et saboter notre meeting.

Mais le plus beau de l'histoire, c'est quand il dit « Jean Georges a reçu des coups à la tribune alors qu'il était seul » et ensuite « Devant la vigoureuse réaction des camarades ouvriers par ces actes fascistes », voiez ça d'ici, la salle entière avec eux et Jean Georges était seul à recevoir les coups... Drôle de solidarité... et surtout de la part du Ginet qui, au moment de la bagarre, se trouvait sur la porte.

Quant à la réaction des camarades, ceux qui étaient présents auront jugé que si nous ne nous étions pas interposés et si certains de nos camarades ont été blessés, c'était pour protéger ceux que vous aviez abandonnés, à l'unanimité de la salle qui s'est dressé indigné contre ces actes de provocateurs, de saboteurs de meeting.

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose.

Oui continuez, il restera quelque chose chez vous : seuls les appointés.

Aux Hasards

du Chemin...

CRÉDULITÉ

Les journaux de fin de semaine nous content la mésaventure survenue à une mercerie de la rue Clignancourt, à Paris, laquelle dans s'est laissé extorquer la somme de 25 000 francs, par une « voyante extra-lucide » qui joignait à ses talents de Pythonne celui plus rémunératrice de l'escroquerie fiduciaire.

Il paraît que le commissaire de police du quartier recherche la « diseuse de bonne aventure » pour lui faire goûter les douces joies de la méditation cellulaire.

C'est profondément affligeant de penser que pareilles choses peuvent se produire en plein vingtième siècle. Non pas que je veuille jouer au censeur, car ce qui m'intrigue le plus, ce n'est pas que la « voyante » en soit allée avec le petit magot, mais qu'il y ait encore des gens assez gourds pour se débouiller aussi stupidement.

On va, comme de bien entendu, poursuivre l'auteur du larcin (si jamais on le retrouve). Eh bien ! au risque de scandaliser quelques moralistes, je dirai que c'est profondément injuste.

L'escroquerie à la crédulité ? — mais n'est-ce pas là tout le régime — tous les régimes étaillés !

Si l'on voulait punir tous ceux qui font ménage d'escroquer leurs contemporains, on ne trouverait pas assez de locaux pénitentiaires disponibles et il faudrait transformer la plupart des maisons en succursales des prisons.

Voyons, comptons brièvement (en nous excusant d'en oublier) tous ceux qui ne vivent que d'escroquerie à la crédulité publique.

Tout d'abord, les candidats de toutes équipes qui briguent un mandat quelconque et mettent sciemment, les élus qui une fois nommés dilapident les fonds publics pour leurs besoins plus ou moins sales.

Les curés qui estampent leurs « ouailles » en leur soutenant des gros sous pour une part plus que problématique de Paradis.

Les juges qui se font payer pour distribuer la « justice » et ne sont en réalité que les chiens de garde des capitalistes.

Du haut en bas de l'échelle sociale, tout le système est bâti sur l'escroquerie fiduciaire.

Et c'est pourquoi je trouve étrange que l'on poursuive cette voyante qui, après tout, a escroqué une somme bien minime au regard des maîtres et de leurs valets.

ARISTOBOL.

ILS Y SONT... ILS Y RESTENT...

Fernand Bouisson et Renaudel sont « autorisés » — et c'est là le plus clair résultat du congrès socialiste de Bordeaux — à conserver les postes dont les avaient investis la confiance trop méritée de leurs collègues les parlementaires « bourgeois ».

Bouisson continuera, comme président de la Chambre, à secondier de son mieux les combinaisons de son copain Tardieu.

Renaudel persistera à rapporter le budget de l'Air et à réclamer des crédits pour cette aviation militaire, destinée à jouer un rôle humanitaire dont on a pu se rendre compte par certain incident de la répression de l'Indochine.

Et le gros du parti socialiste trouve cela très bien.

• • •

MODERNISONS...

Il y a des gens qui aiment la guillotine. D'autres moins.

Un rédacteur chargé de manifester dans le Matin des pensées fines et délicates écrivait le 14 juin que « la guillotine est, à coup sûr, un instrument bien démodé et bien répugnant ».

Mais il ajoute immédiatement qu'il faut « chercher un moyen d'exécution plus moderne que cette sinistre machine. A-t-on songé à la remplacer, en France, par la chaise électrique ou la cellule aux gaz asphyxiants ? »

TRIBUNE SYNDICALE

C. G. T. S. R.

FÉDÉRATION DU BATIMENT

APOTRES ?... NON
PANTINS ?... OUI

Le parti des masses continue à charger ses charrettes de ses créatures qui ont cessé de faire, c'est-à-dire qui ne sont plus dans le plaisir, ou plutôt, la ligne.

Ces excommunications à jet continu ne sont pas sans mettre la puce à l'oreille à des sous-pris et certains de ceux-ci de se demander chaque jour de quoi le lendemain sera fait.

Après avoir tenté de ruiner le syndicalisme, les jaloux de Staline s'apprêtent que celui-ci a la peau dure et pour parer au plus pressé (lisez pour laisser entendre aux malades qu'on avait confié la besogne à des incapables), il est bon de se défendre des services commandés au petit personnel.

Parmi les derniers frappes d'exclusion, il en est un qui attire particulièrement notre attention. A seule fin que l'on croie bien que c'est par désir d'unanimité, nous ne écrirons pas son nom. C'est aussi par modestie pour nous et non pour l'intérêt.

Celui-ci — qui importe si l'on sait se reconnaître — a été l'un de ceux les plus farouchement accrochés au ratelier des préférés et des postes de propagande. Nous entendons par ce mot, souligner la destruction des organisations syndicales bien vivantes et l'accentuation de la division parmi les travailleurs.

Le mal, produit dans notre Fédération d'industrie en particulier, par cet exclu d'hier, a été tellement grand qu'il nous faudra des mois sinon des années pour les guérir les plaies.

Il était de toutes les réunions et bien entendu de tous les comités et même sous-comités. D'une astuce incroyable et d'autant plus gueule toujours grande ouverte, il réussissait, en tenant l'huile sur le feu, à faire se séparer des pauvres gars, bien aimé, aujourd'hui ennemis irréconciliables. Son cynisme allait jusqu'à reprocher aux co-pains victimes de leur action sur les chantiers, de ne pas aller frapper à la caisse des bourgeois.

Hélas !... D'autres plus puissants lui ont jeté l'amphithéâtre et l'ont jeté au bas du piédestal où par aventure il s'était hissé.

Les gars du Bâtiment sur lesquels il avait tenté de faire peser le despotisme moscouloïte, se rejoueront que notre quidam ait l'herbe coupée sous les pieds et pour longtemps, espérons-le.

C'est avec un malin plaisir qu'ils n'aperceront plus sa longue silhouette, son corps hâve, squelettique et vacillant, dans leurs réunions ou il venait prêcher la haine et la discorde. Il a saisi l'ombre et non la proie convoitée.

Nombre de ces charlatans qui nous ont empêchés de faire un travail concret, sont encore à déliminer du grand escroce.

Pour les bienfaits du syndicalisme révolutionnaire, ayant l'espérance que la main de Moscou, après l'œil, servira encore davantage la vis au ratelier des arrivistes, de façon à ce que le monde ouvrier soit vainement épuré de tous ces braillards à figure de clown. Lorsque le dernier des enfants de chœur aura été débarqué de l'école syndicaliste, nous pourrons peut-être œuvrer utilement et enfin révolutionnairement.

Que nos camarades du Bâtiment longtemps écorcés par les sarcasmes de ces bateaux d'estrées, reprennent confiance et qu'ils s'attèlent à la besogne de rénovation de notre syndicalisme, si quelque chose a été gâché, il n'y a rien de perdu.

Les « Apôtres » disparus ne resteront que les pantins.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

Pour l'édition de LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE

La C. A. rappelle aux militants, aux organisations de la C.G.T.S.R. et aux sympathisants, qu'elle a entrepris d'éditer ce livre, écrit par notre camarade Pierre Besnard.

Jamais plus qu'aujourd'hui, la publication d'un tel ouvrage, absolument unique, ne s'est imposée avec plus de force.

L'A.I.T. l'a fort bien compris et dans une séance du Bureau Exécutif élargi, elle a décidé de recommander l'édition de ce livre et d'y insérer ses Centrales.

Déjà, cinq éditions sont décidées dans les langues suivantes : française, allemande, suédoise, hollandaise et espagnole. Elles vont paraître incessamment.

Pour faire paraître l'édition française, la C.G.T.S.R., d'accord avec l'auteur, a mis le livre en son appellation. Elle compte fermement que son appel sera entendu.

Elle ne veut pas croire que les travailleurs français se laisseront distancer par leurs ca-

marades allemands, suédois, espagnols et hollandais.

Ils comprendront certainement que la C.G.T.S.R. ne peut compter sur ses adversaires pour lui fournir les moyens de faire paraître le livre.

S'il est certain que ceux-ci le liront avec intérêt lorsqu'il paraîtra, il est non moins certain que leur altruisme et leur désir de connaître ne vont pas jusqu'à les pousser à nous aider dans la réalisation d'une œuvre allant à l'encontre de leurs buts et de leurs intérêts.

C'est donc exclusivement sur le concours des ouvriers syndicalistes révolutionnaires, anarchistes-communistes et sympathisants que la C.G.T.S.R. compte ; c'est parmi eux qu'elle doit trouver les 500 souscripteurs qui permettent, par leur aide, de faire paraître l'œuvre dont il s'agit.

Déjà des organisations de nombreux militaires ont souscrit. Qui tous fassent la propagande nécessaire autour d'eux pour que la tâche que nous nous sommes fixée, soit accomplie rapidement et pour le plus grand bien de notre mouvement.

Nous rappelons que le livre sera mis en vente aux conditions suivantes : 12 francs, au siège de la Vieille Fédération de Bâtiment, 33, rue de la Grange-Bellevue, et 13 francs, franco par poste pour la France et 14 francs 50 pour les étrangers.

Utiliser pour l'envoi des fonds le compte-chèque postal : Paris C.C. 1441-43. M. Juhel Eugène, 2 bis, impasse Marœs, Paris (11^e), en spécifiant quel s'agit de la souscription au livre « Les Syndicats Ouvriers et la Révolution ».

Pour la C.A. de la C.G.T.S.R.

Le Secrétaire : E. Juhel.

CONFERENCE MIKOL

Le camarade David Mikol, organisateur des Trades Unions américaines fera sa quatrième conférence à la Bourse du Travail, salle Henri Perault, le lundi 30 juin, à 20 h. 30, sur le sujet : « Le MOUVEMENT OUVRIER PROGRESSIF AUX ETATS-UNIS »

A la demande de D. Mikol, le camarade Pierre Besnard, donnera son opinion sur le sujet : « Le mal, produit dans notre Fédération d'industrie en particulier, par cet exclu d'hier, a été tellement grand qu'il nous faudra des mois sinon des années pour les guérir les plaies.

L'U.R. invite tous les camarades à assister à cette intéressante conférence. — Le Bureau de l'U.R.

Syndicat Autonome des Ouvriers Coiffeurs de la Seine. — Réunion du Conseil syndical le jeudi 3 juillet 1930, à 21 heures, salle de Commission, 5^e étage A. Présence indispensable de tous, très urgent.

Le secrétaire : A. Robinet.

Chambre syndicale automobile des Métallurgistes de la Seine, Bourse du Travail

Bureau, 2^e étage

Camarades, vous êtes invités à assister à la réunion du Conseil qui aura lieu le samedi 28 juin, au siège, à 15 h. 30.

Permanence tous les samedis, de 15 h. à 18 heures et le dimanche, de 9 h. à midi.

Le secrétaire.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion du Conseil, vendredi 27 juin, à 18 heures, au siège.

Assemblée générale dimanche 29 juin, à 9 heures 1/2, salle Bondy (Bourse du Travail).

Le secrétaire.

Au secours de Francesco Ghezzi

UN PRISONNIER DU GUÉPOU

TEL EST LE TITRE DE LA BROCHURE EDITEE PAR LE COMITE POUR LA LIBERATION DE F. GHEZZI.

DANS CETTE BROCHURE, LE COMITE DENONCE LES AGISSEMENTS DU GUÉPOU A L'EGARD DU MILITANT ANARCHISTE EMPRISONNE EN RUSSIE.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE D'EDITIONS SOCIALES, 72, RUE DES PRAIRIES.

PRIX : 1 fr. 50 ; FRANCO : 1 fr. 70

LE LIBERTAIRE

TOULON

CONFÉRENCE ANTIRELIGIEUSES

Vendredi 13 juin, au Claridge, devant un très nombreux auditoire, notre camarade Némo, de l'Union des Propagandistes antireligieux, donnera une conférence publique et contradictoire sur Lourdes et ses Miracles. Au cours de son exposé précis et documenté, notre ami par une étude succincte de l'origine et de l'évolution de cette monstrueuse mystification démontre le but mercantile et l'exploitation frauduleuse de cette histoire habilement montée de soi-disant miracles, concus et exécutés par les « lourdeaux » en soutane.

Le conférencier fit un tableau exact du foyer pestilentiel qui règne en permanence dans les grottes de Lourdes. Et cette atteinte continue aux lois, plus élémentaires de l'hygiène est tolérée complaisamment par l'Etat, qui ferme les yeux... et tient la main.

A l'appel de la contradiction, un membre des Jeunesse Patriotes vint soutenir l'authenticité des guérisons constatées à Lourdes. Evidemment, pour lui, cela ne fait aucun doute, puisque d'éminents docteurs l'attestent surtout lorsqu'ils sont bien pensants. Pour nous, nous savons à quoi nous en tenir quant à la valeur scientifique des sus-dits. Une poignée de jeunes écrivains qui formaient la garde du corps du contradicteur tiennent bien quelques obstructions, mais devant l'attitude résolue de la majorité de la salle, ils eurent la sagesse de se retirer bien tranquillement. Cette conférence était la deuxième que Némo donnait à Toulon : le succès qu'elles obtiennent ne peut que nous encourager à persister dans notre lutte de désintoxication religieuse et sociale.

Antonin Simon et Ch. Albertini.

LA PRESSE PERIODIQUE

Gernimal (Journal du Peuple, Libertaire) hebdomadaire, Amiens, 0,25.

Le Flambeau (Organe mensuel d'éducation de libre-penseur), Brest, 30.

La Voix Libertaire (Organe des fédéralistes-anarchistes), hebdomadaire, Limoges, 50.

Le Combat Syndicaliste (organe de la C.G.T.S.R.), Paris, 50.

Le Semeur (Organe de culture individuelle), hebdomadaire, Falaise, 50.

L'En Déhors, d'Armand, bi-mensuel, Orléans, 0,50.

L'Idée Libre (revue mensuelle de culture individuelle), 1,50.

La Revue Anarchiste, mensuelle, 2,50.

Le Reveil Anarchiste de Genève, bi-mensuel, éditions françaises et italiennes, 0,50.

Walka, mensuel, langue polonoise, éditions Pons et Blanc, Paris, 0,50.

La Lotta Anarchia, bi-mensuel du Comité de ralliement des anarchistes-communistes de langue italienne, éditions Pons et Blanc, 0,50.

Bandiera Nera, organe mensuel de langue italienne, édition Bruxelles, 0,50.

Studi Sociali, revue bi-mensuelle de libre examen, édition Montevideo, 0,50.

Der Freie Arbeiter, organe de la Fédération des communistes-anarchistes de langue allemande, édition Berlin, 0,50.

L'Adunata dei Refrattari, hebdomadaire de New-York, 0,50.

Tous ces journaux et revues, sont en dépôt dans notre librairie ouverte.

COMITÉ DE L'ENTRAIDE

Comité de l'Entr'aide. — Réunion plénière du Comité, le vendredi 4 juillet, à 21 heures, bureau 30, 4^e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Ordre du jour très important.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade peut-il me fournir la brochure : Les précurseurs de l'Internationale, Édition Temps Nouveaux Tcherkesoff.

Chatellier. — Adhésion faite, donne moi l'adresse des 3 ab. de 3 mois.

Fornasari (Sartrouville). — Reçois-tu ton journal, si non, donne l'adresse exacte.

Pour régulariser nos comptes, les groupes de Coursan, Lyon, Orléans, Narbonne sont invités à régler leurs comptes « Librairie ».

Même indication pour les camarades Albert, Edouard, de Paris.

Travail exercé par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : MARCEL MONTAGUT.

Imprimerie spéciale du Libertaire 10-12, rue Paul-Lelong, Paris

la Montagne ; La Convention ; La Terre ; Robespierre ; Origine des Bonaparte ; Le Directoire ; Du 18 Brumaire à Waterloo.

Histoire générale :

Les femmes de la Révolution. — Les soldats de la Révolution ; Précis de l'histoire de Frise au Moyen Age ; Précis de l'histoire Moderne ; Histoire Romaine (2 vol.) ; Histoire et philosophie : Légende démocratique du Nord.

Marguerite Victor. — Au bord du gouffre.

Les Criminels 12

La Gargonne 8,50

Le Compagnon 12

Le Couple 12

Un cœur farouche 7

Au fil de l'heure 12

Les Frontières du Coeur 8,50

Jean Jacques et l'Amour 10

James Filles 7,95

L'Or 7,50

Prostitution 12

La Rose des Ruines 9

Le Soleil dans la Geôle 7

Le Trianon 7

La Terre natale 7

Ton Corps est à toi 12

Le Bébé humain 12

Le Chat du Berger 12

Max Magdeleine. — C'est la lutte finale 7

Femme (roman) 7

La Perle (roman) 7,95

Toi (roman) 6,90

Marestan.